



# Les FEMMES sauveront-elles le JAPON (et toute L'ASIE)?

«**A**u Japon, il est très difficile pour une femme d'élever des enfants tout en travaillant à plein temps», explique Naomi Nakamura, physiothérapeute de 35 ans vivant à Yokohama, actuellement en congé de maternité pour s'occuper de sa petite fille de quatre mois. «Beaucoup d'entreprises ne vous autorisent pas à travailler à temps partiel et, même quand elles le permettent, les femmes s'y refusent, à cause de l'atmosphère au travail», poursuit M<sup>me</sup> Nakamura, qui a aussi un fils âgé de trois ans.

Pour Naomi Nakamura, il faut littéralement jongler avec le travail, les enfants et la maison. Après la naissance de son fils, elle a eu la chance de trouver une garderie à proximité de son lieu de travail, mais il lui fallait quand même 20 minutes à bicyclette pour y aller. Elle a essayé de trouver un centre préscolaire, mais à défaut, à dû placer son fils dans une crèche n'assurant que la garde des enfants. Elle faisait ses courses en revenant du travail, plaçant ses achats dans un panier à l'avant de la bicyclette et son fils sur un siège de bébé à l'arrière.

Comme la plupart des pères japonais, son mari travaille tard tous les soirs, et c'est donc

elle qui fait dîner les enfants, s'occupe de leur toilette et les met au lit. Après quoi elle prépare à manger pour elle et son mari. Ils dînent tard et se couchent épuisés.

Elle s'était escrimée à trouver une crèche pour son fils et se sentait coupable de quitter le bureau avant l'heure si la crèche l'appelait parce qu'il était souffrant. Avant de se mettre en congé de maternité, c'était habituellement son mari qui déposait leur fils à la crèche et elle qui allait l'y reprendre le soir. Mais lorsque son mari était en voyage d'affaires, ce qui arrivait souvent, c'était elle qui s'occupait de tout. «Je suis vraiment désolée pour mes collègues qui se retrouvent avec plus de travail quand je dois quitter le bureau», dit-elle.

Cependant, M<sup>me</sup> Nakamura trouve qu'elle a de la chance par rapport à ses amies, car ses qualifications professionnelles sont recherchées. Beaucoup de ses amies s'entendent dire qu'elles ne pourront pas reprendre leur emploi ou ont du mal à trouver un travail à temps partiel, car les employeurs voient d'un mauvais œil quelqu'un qui risque d'avoir à prendre congé pour s'occuper d'un enfant malade.

Le cas Nakamura est typique de ce que vivent beaucoup de femmes au Japon et dans

*Chad Steinberg*

**Les initiatives propres à aider les femmes à concilier leur famille et leur travail aideraient le Japon à conserver son rôle sur la scène économique mondiale**

divers pays d'Asie. Il leur est tellement difficile de mener de front vie familiale et vie professionnelle que beaucoup se sentent obligées de faire un choix.

De ce fait, dans beaucoup de pays asiatiques, le nombre de femmes qui ont un travail rémunéré est plus faible que dans les pays comparables. Le taux de participation féminine est inférieur de 24 points à celui des hommes au Japon et de près de 22 points en Corée (graphique 1). Dans certains pays émergents comme la Malaisie et l'Indonésie, l'écart est encore plus marqué. En Chine et au Vietnam, par contre, les différences sont moins prononcées, ce qui tient en partie à des choix de société.

Notre étude des différences de taux d'activité des femmes, tant d'un pays à l'autre que dans un même pays au cours d'une période donnée, montre que l'évolution démographique et l'action des pouvoirs publics sont des facteurs explicatifs importants. Autre constat : le Japon (et d'autres pays d'Asie) peuvent supprimer une grande partie des obstacles à la participation des femmes à la vie active, ce qui aiderait à atténuer l'impact du vieillissement démographique sur le revenu national.

### Tendances au féminin

Dans les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), les taux d'activité sont, en moyenne, passés de 61 % en 1985 à 77 % en 2005 (graphique 2). Ils ont aussi commencé à converger : les pays ayant au départ des taux de participation plus bas rattrapent ceux dont la population active est plus équilibrée. Ces changements sont en général allés de pair avec l'acceptation plus large de la femme au travail. Mais deux autres facteurs sont aussi à l'œuvre.

Premièrement, il y a désormais plus de femmes qui font des études longues, ce qui accroît leurs revenus potentiels durant leur vie active et renforce leur participation. En fait, dans bien des pays, les femmes ont en moyenne un niveau d'éducation supérieur à celui des hommes. À l'Université nationale de Séoul, par exemple, les femmes représentent aujourd'hui environ la

moitié du corps étudiant en premier cycle, contre un quart il y a une dizaine d'années. Cette hausse du niveau d'éducation a fait entrer davantage de femmes sur le marché du travail et elles sont moins enclines à sacrifier une carrière pour élever des enfants.

Deuxièmement, les femmes de par le monde se marient plus tard et choisissent d'avoir moins d'enfants. De ce fait, elles font souvent carrière avant d'avoir à décider de rester au foyer ou non. De plus, avec moins d'enfants, les tâches ménagères et l'éducation des enfants sont moins pesantes, ce qui leur donne plus de choix que par le passé pour équilibrer leur vie de famille et le travail.

La démographie n'explique cependant pas tout; les gouvernements jouent un rôle déterminant.

L'étude de la relation entre les taux de fécondité et de participation à la population active des femmes dans divers pays au cours des dernières années montre l'importance des mesures gouvernementales. On pourrait s'attendre à ce que le taux d'activité augmente si le taux de fécondité baisse, mais la relation est bien plus complexe (graphique 3). Cela donne à penser — ce que confirme notre analyse empirique — que les pouvoirs publics ont aussi leur importance. De fait, les pays où les aides parentales sont les plus généreuses ont des taux de fécondité parmi les plus élevés (mis à part les pays à forte immigration) et les taux d'activité des femmes les plus importants. Les mesures ayant un impact positif sont la prise en charge des coûts de garde des enfants, les congés parentaux et la suppression des dispositions fiscales obsolètes qui pénalisent le deuxième revenu familial.

### Environnement propice

M<sup>me</sup> Nakamura a du mal à concilier travail et famille. Elle explique qu'il lui serait impossible d'élever ses deux enfants et de travailler si elle ne pouvait pas compter sur sa mère, qui habite à une heure et demie de chez elle, pour s'occuper des enfants lorsqu'elle a des problèmes de garderie, mais doit travailler. Au Japon, il est difficile de trouver une baby-sitter ou une nounou.

Graphique 1

#### Moins de femmes au travail en Asie

Les taux de participation des hommes et des femmes diffèrent au Japon et dans beaucoup d'autres pays asiatiques.

(différence entre les taux de participation masculine et féminine, 2009, pourcentage)



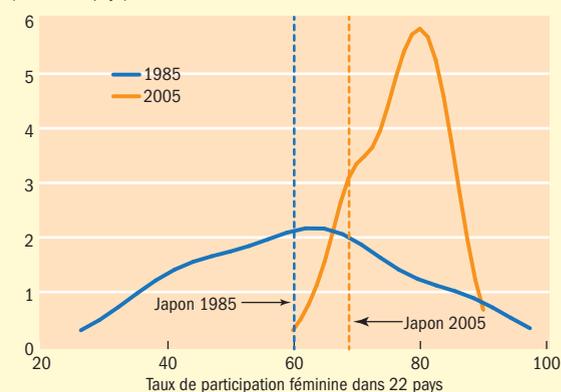
Sources : Programme des Nations Unies pour le développement; calculs des services du FMI. Note : OCDE = Organisation de coopération et de développement économiques.

Graphique 2

#### Les femmes travaillent davantage dans le monde entier

Les taux de participation féminine de l'OCDE ont augmenté et convergé au fil des ans.

(nombre de pays)



Source : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Lors d'une enquête réalisée en 2010 par le Ministère des affaires intérieures et de la communication auprès des femmes japonaises, 34 % ont répondu qu'elles ne travaillaient pas principalement à cause de leurs tâches ménagères et 14 % à cause des horaires de travail. Une enquête similaire réalisée en 2007 par le Ministère du travail coréen a révélé que l'éducation des enfants était le principal obstacle pour 60 % des femmes interrogées. Ce dilemme transparaît dans la chute des taux de participation des femmes aux alentours de la trentaine. Cela se vérifie en particulier au Japon, même si le taux d'activité des femmes en début de carrière y est élevé, par rapport aux pays comparables.

La politique gouvernementale a joué un rôle décisif dans de nombreux pays d'Europe du Nord. En Suède, par exemple, les pouvoirs publics ont mis en place un régime de congé parental généreux, établi un réseau de garderies fortement subventionné et institué des règles strictes d'horaires de travail réduits pour les femmes. Du coup, un pourcentage élevé — plus de 90 % — de femmes retournent travailler après avoir eu leur enfant. Les Pays-Bas se sont efforcés de rendre le temps partiel aussi attrayant que le plein temps, en garantissant des salaires horaires et avantages sociaux comparables et la même protection de l'emploi. C'est un modèle important pour le Japon et la Corée, où la dualité grandissante du marché du travail — qui favorise les employés en poste par rapport aux nouveaux venus — dissuade sans doute les candidats potentiels d'un travail à temps partiel, qui sont en général des femmes ayant charge de famille.

Nos études empiriques confirment l'importance de la politique sociale; nous constatons une étroite corrélation entre les mesures de soutien, comme le congé parental et le financement public des services de garde d'enfants, et la forte participation des femmes à la vie active, ce qui n'est peut-être pas surprenant. En Asie, cependant, l'État fournit plus rarement ce genre d'avantages sociaux (graphique 4). Cela tient en partie au niveau de développement des pays asiatiques, mais même les pays les plus avancés ont beaucoup de retard. La Suède

dépense trois fois plus que le Japon et cinq fois plus que la Corée pour subventionner la garde d'enfants.

### Encourager par l'exemple

Autre constat frappant : le petit nombre de femmes à des postes de direction au Japon et en Corée (9 % seulement), contre 43 % aux États-Unis (graphique 5). L'Indonésie et la Chine ne font guère mieux (14 % et 17 %, respectivement), alors que la Thaïlande s'en tire plutôt bien, avec 29 %, juste au-dessous de la moyenne de l'OCDE.

Le manque de femmes à des postes de direction s'explique par le faible taux de participation, mais aussi, dans certains pays, par un système qui dissuade les femmes de faire carrière. Au Japon, par exemple, 6 % seulement des employés de carrière sont des femmes. Naomi Nakamura a su très jeune qu'elle voulait travailler et avoir des enfants, et a commencé à planifier son avenir dès le lycée. Elle décida de se spécialiser dans une profession (exigeant une licence ou un permis) qui la mettrait sur un pied d'égalité avec les hommes. Mais elle pense que certaines femmes aimeraient pouvoir choisir entre un poste de responsabilité à plein temps et un travail moins stressant sans horizon de carrière.

Ce deuxième choix d'orientation explique peut-être aussi le petit nombre de femmes aux postes de décision. Le processus débute apparemment assez tôt, car le décalage hommes-femmes commence déjà à se creuser à l'entrée aux meilleures universités. À l'Université de Tokyo, par exemple, où l'on est admis sur la base des notes à l'examen d'entrée, les femmes représentent moins de 20 % du corps étudiant.

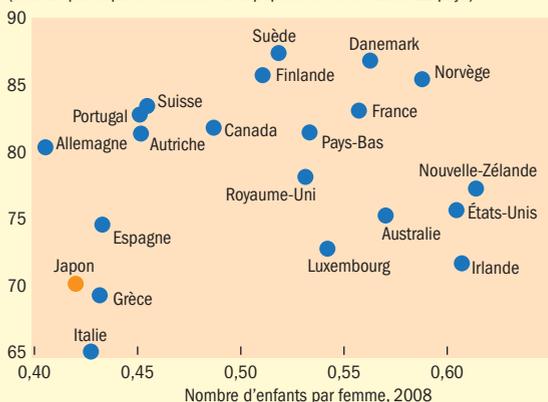
Si le nombre de femmes à des postes de responsabilité augmentait, cela servirait d'exemple et encouragerait les vocations. Il y a quelques signes de changement : la Bank of Japan a nommé pour la première fois une femme à la tête d'une de ses agences en 2010; quatre femmes sont entrées en 2009 au Conseil d'administration de Daiwa Securities, qui compte une cinquantaine de membres et, en 2010, Shiseido s'est fixé un

Graphique 3

### Enfants et travail

Les taux de participation féminine n'augmentent pas nécessairement quand les femmes ont moins d'enfants.

(taux de participation féminine à la population active dans 22 pays)



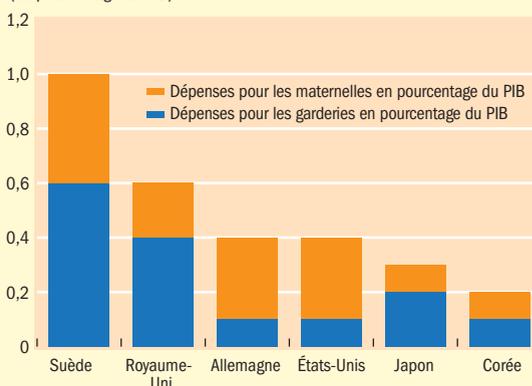
Source : Organisation de coopération et de développement économiques.

Graphique 4

### Prise en charge

Les pays asiatiques dépensent beaucoup moins que les autres pays avancés pour financer les garderies et maternelles.

(en pourcentage du PIB)



Source : Organisation de coopération et de développement économiques.

objectif de 30 femmes à des postes de direction d'ici 2013. La Corée a envisagé d'adopter des lois réservant aux femmes un pourcentage minimum de sièges aux conseils d'administration des sociétés, mesure à l'examen dans l'Union européenne.

### Les femmes à la rescousse

L'augmentation des taux de participation féminine peut non seulement améliorer l'égalité entre les sexes, mais aussi doper et soutenir les taux de croissance en Asie. Le vieillissement démographique pose de plus en plus problème partout dans le monde (voir «Comment assumer le poids des ans», dans le numéro de juin 2011 de *F&D*). Les pays doivent donc utiliser

au mieux leurs ressources limitées, y compris leurs citoyens. Au Japon, la population en âge de travailler, les 15-64 ans, qui culminait à 87 millions en 1995, va tomber à environ 55 millions en 2050 — à peu près le niveau de la population active à la fin de la Seconde Guerre mondiale (graphique 6). C'est le déclin le plus marqué de tous les pays avancés, mais d'autres pays asiatiques ne sont pas en reste : on prévoit aussi une baisse précipitée en Corée et en Chine.

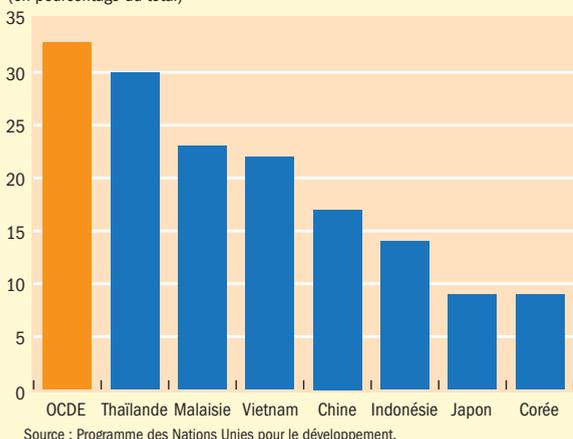
## Nous constatons une étroite corrélation entre les mesures de soutien, comme le congé parental et le financement public des services de garde d'enfants, et la forte participation des femmes à la vie active.

Graphique 5

### Femmes et postes d'encadrement

Au Japon et en Corée, les femmes qui occupent des postes d'encadrement sont beaucoup moins nombreuses que dans la plupart des pays avancés.

(en pourcentage du total)

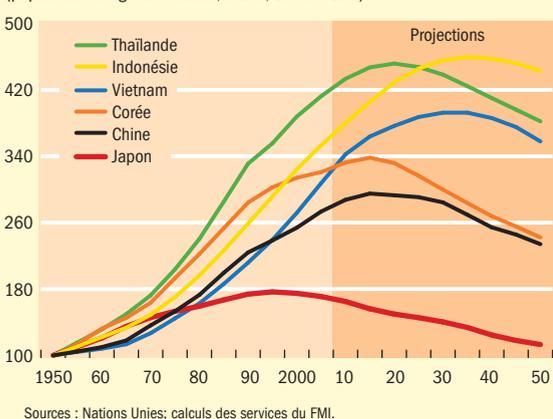


Graphique 6

### Une population active en baisse

La population en âge de travailler est en recul dans l'ensemble de l'Asie, mais la situation est particulièrement préoccupante au Japon, où son niveau, déjà faible, diminue plus vite.

(population en âge de travailler, indice, 1950 = 100)



Les sociétés vieillissantes pourraient même voir leur économie se rétrécir si la productivité, actuellement en rapide croissance, ne continue pas à augmenter à un rythme plus élevé que celui de la baisse du nombre de travailleurs. Au Japon, où le vieillissement a eu un impact plus négatif que dans tous les autres pays avancés, la diminution de la population active rogne environ ¼ de point de croissance potentielle chaque année. Il serait facile de ralentir cette tendance en rehaussant les taux de participation des groupes sous-utilisés — qui, dans plusieurs pays asiatiques, dont le Japon et la Corée, sont en général les femmes.

Si, au cours des 20 prochaines années, le Japon portait son taux de participation féminine de 62 % à 70 %, au niveau de celui du Groupe des Sept pays industrialisés (G-7; en excluant le cas extrême de l'Italie), son PIB par habitant augmenterait de près de 5 %. En cas de hausse encore plus nette, par exemple au niveau de l'Europe du Nord, le PIB par habitant gagnerait 5 % de plus. Le PIB pourrait croître d'environ ¼ point pendant la période de transition, selon le premier scénario, et de ½ point selon le second. Avec une croissance potentielle du PIB à moyen terme d'environ 1 %, cela signifierait une hausse supplémentaire de 25 % à 50 % de la production potentielle du Japon durant les années de transition.

Si M<sup>me</sup> Nakamura vivait en Suède, elle bénéficierait des soutiens nécessaires pour «tout avoir», et reprendrait sans hésiter son travail après son congé de maternité. S'il était plus facile aux femmes comme elle de rester dans la vie active, il serait plus facile au Japon de conserver sa place sur la scène économique mondiale. La mise en valeur du potentiel des femmes asiatiques constitue une stratégie génératrice de croissance à la fois équitable et sensée. ■

*Chad Steinberg est Économiste principal au Département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation du FMI; il était récemment en poste à Tokyo au Bureau régional Asie et Pacifique.*

*Cet article est basé sur un document de travail de 2012 coécrit avec Masato Nakane, «Can Women Save Japan?».*